



LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY GROUP S.A.

LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG UN CENTRE FINANCIER INTERNATIONAL

Le Grand-Duché de Luxembourg est situé au cœur de l'Europe, il a des frontières communes avec la Belgique, la France et l'Allemagne. Les excellentes voies de communication internationales et modernes, un réseau de transport très développé, une ambiance sociale et professionnelle qualifiée, une atmosphère internationale et une stabilité sociale et politique, ne sont que quelques-uns des atouts du Luxembourg.

C'est la conjonction de ces facteurs avec un environnement légal et juridique très moderne et compétitif en matière bancaire et financière qui a favorisé le développement de la "Place financière" du Luxembourg. Nombreuses sont les entreprises étrangères qui se sont implantées au Luxembourg ou ont fait de Luxembourg une étape importante dans leurs activités financières et juridiques sur le plan européen et international.

Le Luxembourg accueille bon nombre d'institutions financières et juridiques de l'Union Européenne; la Banque Européenne d'Investissement, la Cour des Comptes, la Cour Européenne de Justice, pour ne citer que les plus importantes.

Plus de 200 institutions bancaires et financières sont implantées au Luxembourg.

De nombreux bureaux comptables et fiduciaires ainsi que de nombreuses études d'avocats spécialisés dans les matières financières et fiscales offrent leurs services à une clientèle internationale.

Le Luxembourg est devenu un important centre de domiciliation pour les organismes de placement collectif, les fonds de pension et sociétés de titrisation, de même qu'un centre intéressant dans le domaine des assurances et des réassurances.

La Bourse de Luxembourg a toujours eu une activité florissante et tournée vers l'international.

En raison de sa position stratégique au cœur de l'Europe, le Luxembourg dispose d'un marché du travail moderne et compétitif, le personnel des entités financières et juridiques est multilingue et s'appuie sur une formation poussée et spécialisée.

Le Luxembourg est un des pays fondateur de l'Europe, et malgré sa dimension géographique réduite et son faible taux de population, il a su se développer en un centre financier international.



LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY GROUP S.A.

LMC Group S.A. a été fondée en septembre 1994, date à laquelle elle s'est installée au 8, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, mais sous une autre dénomination.

En janvier 2000, nous avons adopté la dénomination actuelle et sommes devenus Professionnel du Secteur financier (PSF).

LMC Group S.A. est une entité dynamique qui peut offrir à une clientèle toujours plus exigeante un grand nombre de services et de produits. Les conseils en matière d'ingénierie financière, sociétaire et fiscale et en matière comptable sont directement fournis par les experts et spécialistes de LMC Group S.A. Une étroite collaboration avec des études d'avocats spécialisés et des professionnels bancaires et financiers tant nationaux qu'internationaux permet de répondre aux aspirations fiscales, juridiques, financières, sociétaires et commerciales d'une clientèle internationale soucieuse d'un service impeccable.



NOS ACTIVITÉS

1. Ingénierie patrimoniale et fiscale

- A • Conseil en droit des sociétés
 - Conseil en matière de fiscalité internationale
 - Conseil en matière contractuelle, financière et économique
 - Conseil en matière fiscale et TVA
 - B • - Constitution
- Transformation
- Fusion et scission
- de sociétés luxembourgeoises et internationales
- Mise en place d'apport d'actifs et/ou de participation dans les sociétés luxembourgeoises et étrangères
 - C • Prise en charge de mandats fiduciaires
 - Domiciliation et secrétariat de sociétés
 - Travaux de secrétariat dans les langues principales (italien, anglais, français, allemand, luxembourgeois, espagnol)
 - Mise à disposition des administrateurs
 - D • Gestion de sociétés financières et de services
 - Contrôle, évaluation et expertises d'entreprise
 - Recherche et conseil en matière d'investissement
 - Gestion et administration de patrimoine sur base de mandat
 - Location de bureaux entièrement meublés et indépendants avec ou sans service de secrétariat
 - Enregistrement de marques et brevets
 - E • Assistance et comptabilité
 - Révision annuelle des comptes
 - Déclarations TVA, fiscales
 - Dépôts bilans
 - Mise à disposition d'un commissaire aux comptes

2. Fonds d'investissements (aussi pour des groupes familiaux)

- Domiciliation
- Constitution
- Intermédiaire

Nous disposons de professionnels en la matière

NOS SERVICES SPÉCIALISÉS

LMC Group S.A. est spécialisé dans le domaine des opérations financières pour la création et la gestion de sociétés luxembourgeoises ou autres.

Ainsi LMC Group S.A. peut offrir un service approprié pour les sociétés ou groupes de sociétés qui désirent optimiser leur structure et leurs activités.

LMC Group S.A. vous assiste dans la constitution ou le transfert de siège, dans la restructuration de vos activités sociétaires et dans l'analyse globale de l'impact sur le plan fiscal.

A travers l'analyse comparative des législations fiscales et sociétaires des divers états membres de la communauté, à travers l'étude des traités internationaux, LMC Group S.A. élabore et propose des stratégies fiscales adaptées à votre cas personnel.

Nous pouvons servir d'intermédiaire entre le client et la banque, ainsi qu'entre le client et des fiduciaires d'autres juridictions (ex. mise en place d'une holding belge).

LES SOCIÉTÉS LUXEMBOURGEOISES

On peut citer en matière financière la société de gestion de patrimoine familial, la SOPARFI et la Société Européenne.

La Société de gestion de patrimoine familial en abrégée « SPF »

La Société de gestion de patrimoine familial (en abrégée « SPF ») est conçue comme une société d'investissement destinée uniquement aux personnes physiques agissant dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé.

La loi du 11 mai 2007 a comme vocation de mettre à la disposition d'investisseur(s) privé(s) une structure sociétaire destinée à la gestion de tout ou partie du/ de leur patrimoine mobilier privé.

Outil indispensable à la planification patrimoniale, matrimoniale et successorale des personnes physiques, la SPF permet de s'affranchir du principe de répartition des risques imposé aux organismes de placement collectif (en abrégé « OPC »).

A. Les 4 conditions requises aux fins de créer une SPF.

1. Adopter la forme juridique d'une des quatre sociétés de capitaux suivantes : Société Anonyme, Société à responsabilité limitée, Société en commandite par action ou Société coopérative organisée sous la forme d'une S.A.
2. L'activité est strictement limitée à l'acquisition, la détention, la gestion et/ou la réalisation d'actifs financiers à l'exclusion de toute activité commerciale.

Activités autorisées

Acquisition de participations même majoritaire (au niveau du capital et/ou des droits de vote) à la condition de non immixtion dans la gestion de ladite société.

Faire une avance à titre accessoire et purement gratuit (sans intérêt) ou cautionner les engagements de la société dans laquelle elle détient une participation.

Emettre des valeurs mobilières et contracter des dettes auprès des actionnaires, de tiers, de banques sans limitation (il n'existe pas de ratio d'endettement maximal).

Activités prohibées

Toute activité de négoce d'actifs financiers ou de services financiers.

Acquisition d'immeubles.

Octroyer des prêts rémunérés.

3. Les actions (ou parts sociales) doivent être réservées à un nombre limité d'investisseurs.

Est un investisseur au sens de la loi, toute personne suivante :

- personne physique (est exclue toute société ou entreprise) résidente ou non agissant dans le cadre de la gestion de son patrimoine privé
- entité patrimoniale agissant exclusivement dans l'intérêt du patrimoine privé d'une ou de plusieurs personnes physiques résidentes ou non
- un intermédiaire (détenant les actions de la SPF à titre fiduciaire) agissant pour le compte d'investisseurs a) ou b).

Chaque investisseur doit déclarer par écrit cette qualité à l'attention du domiciliataire ou, à défaut, des dirigeants de la SPF.

4. Prévoir dans les statuts qu'elle se soumet aux dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial.

B. Le statut fiscal de la SPF

Impôts directs

Le principe général : la SPF est exempte de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC), de l'impôt commercial communal (ICC) et de l'impôt sur la fortune (IF).

Sera cependant exclue du bénéfice de l'exemption fiscale, pour l'exercice en cours, la SPF qui a reçu au moins 5% du montant total des dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes et non cotées et qui ne sont pas soumises à un impôt comparable à l'IRC.

La société résidente d'un Etat membre de l'Union Européenne telle que visée par l'art 2 de la Directive 90/435/CEE du Conseil du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'états membres différents, remplit la condition d'une imposition comparable.

Impôts indirects

Aux termes de l'article 2 de la loi modifiée du 29 décembre 1971 (concernant les rassemblements de capitaux dans les sociétés civiles et commerciales et portant révision de certaines dispositions législatives régissant la perception des droits d'enregistrement), les apports en numéraire ou en nature faits à des sociétés luxembourgeoises, en ce compris la SPF, sont soumis en principe au droit d'apport au taux de 1%.

On notera qu'aux termes des articles 4-1 et 4-2 de ladite loi précitée, qu'il y aura exonération du droit d'apport :

- sur la partie de dette ou d'avance envers des tiers
- à la constitution de la SPF, en cas d'apports de parts sociales représentant 65% au moins du capital d'une autre société de capitaux ayant son siège dans un autre Etat de l'Union Européenne. Les apports devant être rémunérés en parts sociales, la soulte ne pouvant dépasser 10% de la valeur ou du pair comptable des parts attribuées. Les parts sociales apportées ne pouvant être cédées avant cinq années.
- à la constitution de la SPF, en cas d'apport de la totalité du patrimoine ou d'une ou de plusieurs branches d'activité d'une société de capitaux ayant son siège social dans un autre état de l'UE. Les apports doivent être rémunérés en parts sociales, la soulte ne pouvant dépasser 10% de la valeur nominale ou du pair comptable des parts attribués.
- lors du transfert de siège d'un Etat membre de l'Union Européenne vers le Luxembourg pour autant qu'un droit similaire ait été perçu lors de la constitution dans le pays de constitution.
- lors de la transformation d'une société luxembourgeoise en une SPF (holding 29, Soparfi, ...)
- lors de l'incorporation de réserves ou résultats reportés au capital.

La SPF n'est pas assujettie à la TVA.

La SPF est soumise à la **taxe d'abonnement** annuelle au taux de **0,25%** (avec un montant minimum de 100,-EUR et plafonné à 125.000,-EUR) du montant de son capital social libéré augmentée des primes d'émission et de la partie des dettes qui excède l'octuple (8 fois) du capital social libéré et des primes d'émission. La déclaration et le paiement se font sur une base trimestrielle.

La base taxable = capital libéré (CL) + prime d'émission (PE) + dettes excédants 8 fois le montant du (CL + PE).

On notera que la SPF est **exclue** du bénéfice des conventions fiscales préventives de double imposition conclues par le Luxembourg.

Elle ne peut invoquer non plus le bénéfice de la directive 90/435/CEE du 23 juillet 1990 concernant un régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents.

LA SOPARFI

La Soparfi est une société de droit commun, qui a principalement pour objet la gestion et la détention de participations financières. Elle est assujettie de principe à tous les impôts, mais les dividendes et produits de cession de participations sont exonérés sous réserve du respect de certaines conditions. Ces conditions sont indiquées dans le Code fiscal luxembourgeois (art.166 LIR).

Cet article est la transposition en droit luxembourgeois de la directive européenne 90/435/CEE du 23 juillet 1990, concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents.

Cette directive a été transposée en 1990 et le texte de l'article 166 a été complété et modifié par la suite en 2001.

Ainsi les revenus d'une participation détenue par:

1. une société de capitaux résidente pleinement imposable,
2. l'Etat, les communes, les syndicats de communes, les établissements publics et les autres personnes morales de droit public indigènes,
3. un établissement stable indigène d'une société qui est un résident d'un Etat membre de l'Union Européenne et visée par l'article 2 de la directive du Conseil du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents (90/435/CEE),
4. un établissement stable indigène d'une société de capitaux qui est un résident d'un Etat avec lequel le Grand-Duché de Luxembourg a conclu une convention tendant à éviter les doubles impositions,

sont exonérés lorsque, à la date de la mise à la disposition des revenus, le bénéficiaire détient ou s'engage à détenir ladite participation pendant une période ininterrompue d'au moins douze mois et que pendant toute cette période le taux de participation ne descend pas au-dessous du seuil de 10 pour cent ou le prix d'acquisition de la participation s'élève à un montant de 6.000.000 €.

L'exonération s'applique aux revenus qui proviennent d'une participation détenue directement dans le capital social:

1. d'une société de capitaux résidente pleinement imposable,
2. d'une société de capitaux non résidente pleinement imposable à un impôt correspondant à l'impôt sur le revenu des collectivités,
3. d'une société qui est un résident d'un Etat membre de l'Union Européenne et visée par l'article 2 de la directive du Conseil du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents (90/435/CEE).

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE

La base légale est à trouver dans la loi du 25 août 2006, entrée en vigueur le 03 septembre 2006.

L'objectif étant de créer un seul type de société de capitaux entièrement régi par un seul corps de règles à travers toute l'Europe, affranchi de toutes les règles nationales.

La société européenne, en abrégée SE, qui a son siège social au Luxembourg n'est pas une nouvelle forme de société commerciale, mais une variante de la société anonyme qui présente par rapport à cette dernière quelques spécificités relatives aux circonstances dans lesquelles une S.E. peut être créée et aux règles se justifiant par la vocation essentiellement internationale de la S.E.

La création d'une SE de droit luxembourgeois

Une SE ne peut être constituée que dans quatre cas de figure bien déterminés par la loi dont tous présupposent un élément transnational communautaire :

- par voie de constitution d'une S.E. holding réunissant des S.A. (sociétés anonymes) ou Sàrl (des sociétés à responsabilité limitée) constituées selon le droit d'un Etat membre, si
 - deux au moins d'entre elles relèvent d'Etats membres différents ou
 - ont depuis au moins deux années une filiale ou une succursale commune située dans un autre Etat membre
- par voie de constitution d'une filiale sous forme d'une S.E., par des sociétés commerciales, des sociétés civiles ou des personnes morales de droit public ou privé constituées selon le droit d'un Etat membre, si :
 - deux d'entre elles relèvent du droit de deux Etats membres différents ou
 - ont depuis deux années au moins une filiale ou une succursale commune située dans un autre Etat membre
- par voie de fusion de sociétés anonymes préexistantes dont deux au moins relèvent du droit d'Etats de l'Espace Economique Européen différents
- par voie de transformation d'une Société anonyme en Société Européenne, si elle a au moins depuis deux ans une filiale relevant du droit d'un Etat membre de l'Espace Economique Européen.

On notera que la S.E. n'acquiert la personnalité juridique que du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (et non lors de la passation de l'acte notarié (statuts) comme pour toutes les autres sociétés commerciales).

Au cas où les sociétés impliquées dans la création d'une S.E. emploient des salariés, la loi du 25 août 2006 prévoit un long processus de consultation préalable des représentants des travailleurs. L'étude détaillée desdites formalités dépasserait de loin le cadre du présent exposé.

La S.E. est une société de capitaux dont chaque actionnaire ne s'engage qu'à concurrence du capital qu'il souscrit. Le capital social, nécessairement souscrit en euros, doit se monter à 120.000,- euros au moins.

Les règles de fonctionnement de la S.E. (pouvoirs des organes, règles relatives à l'émission des titres, nullités, dissolution, liquidation, faillite,) sont en principe celles d'une société anonyme ordinaire.

Un des grands avantages de la S.E. est sa mobilité intracommunautaire : elle est en effet autorisée à transférer son siège social d'un Etat membre vers un autre Etat membre, sauf exception, en s'entourant d'un certain formalisme visant à protéger les actionnaires, porteurs de titres, et créanciers de la S.E. Ce transfert ne donnant lieu ni à dissolution ni à création d'une personne morale nouvelle.

Le changement de nationalité d'une SE luxembourgeoise requiert seulement la majorité des deux tiers du capital social.

Aspects fiscaux

Société de capitaux par nature, la S.E. bénéficie de la Directive 90/435/CEE du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents, comme de la « directive fusions » dont le champ d'application a été étendu pour couvrir les transferts de siège de sociétés européennes

NOS AMBITIONS

- Offrir un service de qualité dans un cadre agréable en étant toujours à l'écoute du client et dans un contexte de consultance globale en fonction des réelles nécessités de chaque client en particulier.
- Trouver pour chaque client une solution personnalisée la mieux adaptée à ses préoccupations.
- Donner une réponse rapide et si possible immédiate aux demandes des clients.
- Permettre aux clients une optimisation de leurs investissements en leur donnant la gestion tant économique que fiscale qui leur permettent un niveau élevé d'internationalisation et d'atteindre au mieux et au plus tôt les objectifs qu'ils se sont assignés et ce grâce notamment à notre collaboration avec un réseau de professionnels spécialisés dans toutes les parties du monde.



LES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Nous pouvons, dans le contexte de fiscalité internationale qui est la nôtre aujourd'hui et grâce à notre réseau international de correspondants étrangers établis en divers points du monde, permettre à nos clients de constituer des sociétés de droit étranger dont les principales sont les suivantes :

- UK
- Irlande
- Etats-Unis
- Belgique
- Hollande
- Portugal
- Chypre
- Hongrie
- Australie
- Monténégro

Si l'on veut optimiser un investissement en utilisant différentes juridictions internationales nous pouvons intervenir en indiquant la meilleure stratégie pour le client.



POURQUOI CHOISIR Luxembourg Management Company Group S.A.?

Nous sommes une équipe multilingue avec une grande expérience.

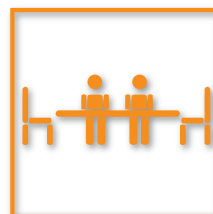
- . Italien
- . Français
- . Anglais
- . Allemand
- . Luxembourgeois
- . Espagnol

Nous répondons sans délai à chacune de vos questions en nous tournant vers nos correspondants pour les parties plus pointues.

Nous sommes disponibles en nos bureaux de 7 h 30 à 18h30 du lundi au vendredi et sommes toujours joignables sur le portable en dehors de ces heures.

Le client est notre priorité et sa satisfaction, notre devise.

Nous avons des tarifs compétitifs et sans surprise.



NOS FORCES

- La mobilité et la disponibilité
- La compétence et le sérieux
- Le multilinguisme
- La souplesse et l'écoute du client
- Des prix clairement établis et sans surprise
- Une équipe jeune et motivée







LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY GROUP S.A.

Agrément du Ministère des Finances du Grand Duché de Luxembourg,
en tant que domiciliataire de sociétés, LMC est soumise au contrôle de la
Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF)

Autorisation d'établissement n° 44/00 du 21/12/2000 ,

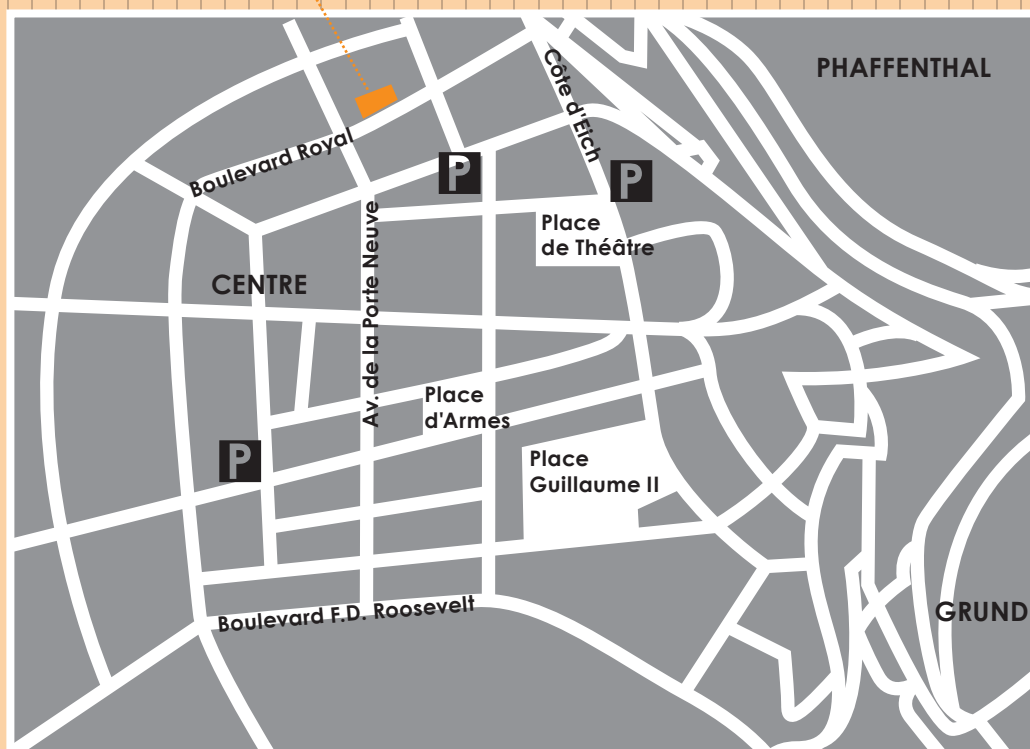
8 boulevard Royal Centre Vermont - L-2449 **Luxembourg**

T: +352/22 75 86-1 - **F:** +352/22 76 48

Luisella **Moreschi**
Administrateur Délégué
T: +352 22 75 86 - 1

Frédérique **Vigneron**
Attachée à la Direction
T: +352 22 75 86 - 1

Marc **Bodelet**
Juriste
T: +352 22 75 86 - 1



LUXEMBOURG MANAGEMENT COMPANY GROUP S.A.

8 BOULEVARD ROYAL , CENTRE VERMONT - L 2449 LUXEMBOURG - T: +352 22 75 86 1 - F: + 352 22 76 48